

# Déclin de la biodiversité : à Cali, la COP16 à l'heure du passage aux actes

L'enjeu central de la 16<sup>e</sup> conférence mondiale sur la biodiversité, qui s'ouvre lundi en Colombie, est la mise en œuvre de l'accord conclu en 2022 pour enrayer l'effondrement du vivant

**L**a 16<sup>e</sup> conférence mondiale sur la biodiversité (COP16), qui commence lundi 21 octobre à Cali, en Colombie, ne s'achèvera pas sur la signature d'un accord ou d'engagements totalement inédits en faveur de la protection de la planète. Ce rendez-vous – l'équivalent de la COP sur le climat – n'en est pas moins important : l'heure est à la mise en œuvre des promesses formulées il y a deux ans à Montréal, au Canada.

Lors de la COP15, en décembre 2022, les 196 parties à la Convention sur la diversité biologique des Nations unies ont adopté l'accord de Kunming-Montréal, qualifié d'« accord de Paris » de la biodiversité : il contient vingt-trois cibles (protéger 30 % des terres et des mers, réduire de moitié le risque lié aux pesticides, restaurer 30 % des espaces dégradés...) visant à mettre un terme à la perte d'espèces et d'écosystèmes d'ici à 2030. Des mesures à la hauteur de l'urgence : la science a démontré que la destruction de la nature atteignait des niveaux records, mettant l'humanité en péril.

« Nous avons commencé [à la COP15] avec des engagements et une compréhension sans précédent de l'importance de la biodiversité, a rappelé fin août Astrid Schomaker, la secrétaire exécutive de la Convention sur la diversité biologique. A la COP16, les parties devront démontrer qu'elles peuvent mettre leurs promesses en action. Faire la paix avec la nature est la tâche déterminante du XXI<sup>e</sup> siècle. »

Les signaux actuels sont alarmants : près d'un million d'espèces animales et végétales risquent de disparaître au cours des prochaines décennies, les populations de vertébrés sauvages déclinent et les écosystèmes s'approchent de points de bascule dangereux. Plus de 6,3 millions d'hectares de forêt ont encore été détruits en 2023, soit l'équivalent de neuf millions de terrains de football. Les

principales causes de cette crise, toutes liées aux activités humaines, sont la destruction des habitats (à cause notamment de l'agriculture intensive et de l'urbanisation), la surexploitation (pêche, bois, chasse...), le dérèglement climatique, les pollutions (pesticides, plastique...) et les espèces invasives. Les populations humaines dépendent pourtant des espèces et des écosystèmes pour se nourrir, se chauffer, se soigner, réguler le climat, faire face aux événements extrêmes ou encore assurer leur bien-être.

## L'ENJEU DU FINANCEMENT

Le premier objectif de la conférence internationale de Cali sera de dresser l'état des lieux des progrès réalisés depuis deux ans. Les pays s'étaient engagés à présenter, avant la COP16, leurs nouvelles stratégies nationales, censées traduire les engagements pris dans le cadre mondial. Mais à la mi-octobre, seule une trentaine de parties (dont la France et l'Union européenne) avaient soumis leurs plans. Plus de 90 Etats n'ayant pas réussi à finaliser une stratégie complète ont dévoilé certaines cibles nationales. « On peut se demander si c'est très sérieux alors que les pays n'ont plus que six ans pour mettre en œuvre leurs engagements, on a des raisons d'être déçus », réagit Arnaud Gilles, responsable de la diplomatie environnementale au WWF France.

« De nombreux gouvernements n'ont pas pu mettre à jour leurs plans en raison de circonstances politiques ou financières ; l'absence de stratégies n'indique donc pas forcément qu'il n'y a pas d'ambition au niveau national, précise Georgina Chandler, responsable des campagnes de la Société zoologique de Londres. Mais pour renforcer la crédibilité du processus, il faut que les gouvernements démontrent, lors de la COP16, comment ils vont mettre en œuvre le cadre mondial en présentant

des actions tangibles. » Des pays, dont la Colombie, devraient faire des annonces en ce sens au cours des prochains jours. Concernant l'objectif emblématique de protection d'un tiers de la planète, seuls 8,35 % des mers et 17,5 % des terres sont aujourd'hui protégés, soit un tout petit peu plus que fin 2022 (8,16 % et 15,8 %), selon les données préliminaires d'un rapport à paraître pendant la COP citées par le WWF.

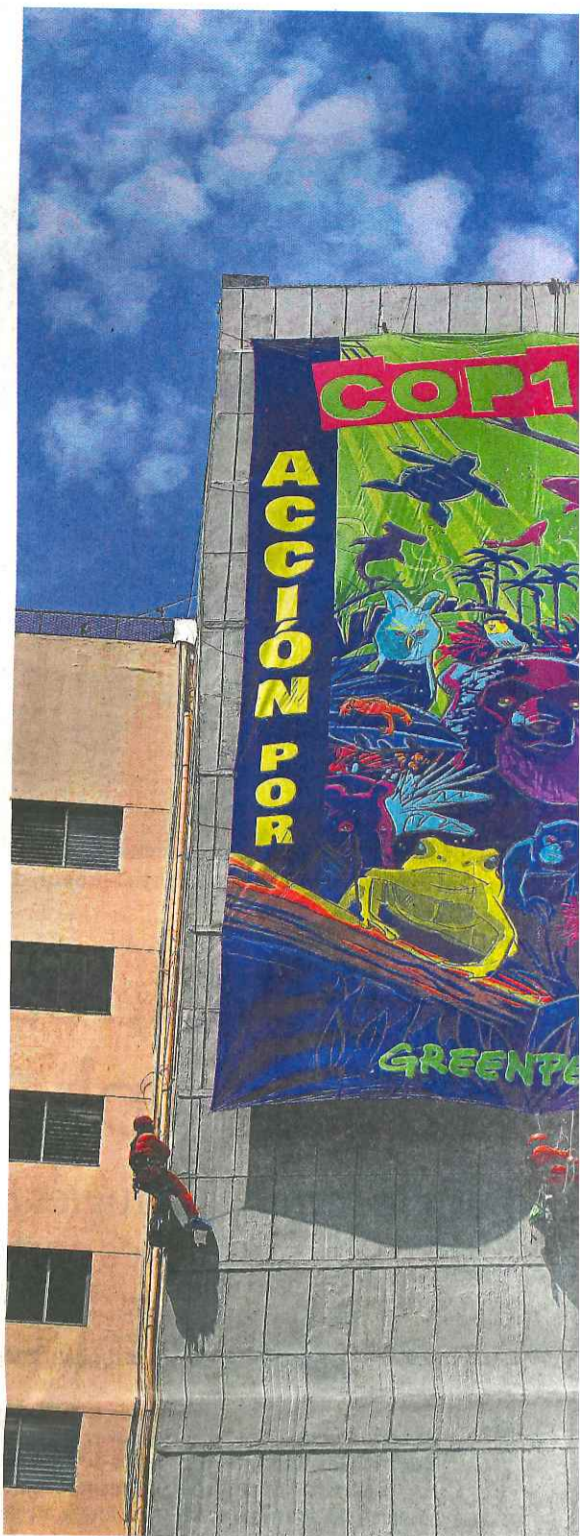
Au-delà de ce premier bilan partiel, un examen mondial complet doit être réalisé lors de la COP17, prévue en 2026 – l'équivalent du bilan de l'accord de Paris sur le climat réalisé lors de la COP28 à Dubaï en 2023. Cette étape est fondamentale : si aucun des vingt « objectifs d'Aichi » (le précédent cadre mondial) n'avait été totalement atteint en 2020, c'est notamment parce qu'aucun mécanisme de suivi n'avait été prévu. A Cali, les Etats devront décider quels indicateurs seront utilisés, comment et par qui les progrès seront évalués mais aussi comment les efforts pourront être ajustés en cours de route.

« L'expérience montre qu'une revue mondiale qui regarde juste ce qui s'est passé sans identifier les voies de transformation et les dynamiques pour relancer l'ambition est quasiment inutile », rappelle Juliette Landry, chercheuse spécialiste de la gouvernance de la biodiversité à l'Institut du développement durable et des relations internationales (IDDR).

Parmi les autres enjeux, celui du financement devrait, une fois encore, occuper une large part des discussions. A Montréal, malgré de vives crispations, pays du Sud et du Nord s'étaient entendus sur la création d'un nouveau fonds consacré à la biodiversité, placé sous l'égide du Fonds pour l'environnement mondial déjà existant. Deux ans plus tard, celui-ci n'a été abondé qu'à hauteur de 260 millions de dollars (239 millions d'euros) et le compromis trouvé pourrait voler en

Une affiche de Greenpeace, à Cali (Colombie), le 18 octobre (ci-contre); Susana Muhamad, présidente de la COP16, à Bogota, le 14 août (à droite, en haut); des soldats colombiens à El Plateado, département de Cauca, le 13 octobre (à droite, en bas).

JOAQUIN SARMIENTO/AFP; RAUL ARBOLEDA/AFP; AFP



éclat, les débats sur l'opportunité ou non de créer un autre fonds risquant d'être relancés. Susana Muhamad, ministre colombienne de l'environnement et présidente de la COP, a d'ores et déjà appelé les pays du Nord à augmenter leurs contributions à ce mécanisme : « Ce serait un signe important pour montrer que nous sommes sur la bonne voie », a-t-elle plaidé. « Ce sujet risque de faire complètement

## Pour la Colombie, une fierté nationale et un enjeu sécuritaire

Le pays veut démontrer sa capacité à accueillir un événement qui doit rassembler 12 000 participants, malgré les menaces d'un groupe armé

BOGOTA - correspondante

**L**a Colombie, qui a connu un long conflit armé avec les défaites Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC), propose à la planète de faire « la paix avec la nature ». C'est la devise choisie pour la 16<sup>e</sup> édition de la Conférence des parties sur la diversité biologique qui se tient à Cali, la troisième ville colombienne, dans le sud-ouest du pays. Plus de 190 délégations et 14 chefs d'Etat sont attendus. La Colombie espère affirmer son leadership en matière de biodiversité, dans un contexte sécuritaire tendu.

Les autorités municipales se sont préparées à accueillir 12 000 personnes. « S'il en vient 20 000, la logistique aura du mal à suivre », s'inquiète un fonctionnaire, qui requiert l'anonymat. Le maire, Alejandro Eder, se montre confiant. « D'un point de vue sécuritaire, Cali est blindé », a-t-il déclaré. Quelque 3 300 policiers sont attendus en renfort dans la ville pendant l'événement et 1 600 soldats ont été déployés dans ses environs.

Actif dans les montagnes au sud de la ville, le groupe armé EMC, qui se dit héritier de l'ex-guérilla des FARC, a demandé, dans un message publié sur X le 12 octobre « aux délégués de la communauté nationale et internationale de s'abstenir d'assister à cet événement », promettant un « fiasco ». En juillet, l'EMC avait menacé de faire échouer la COP, puis annoncé une trêve en août. « Nous sommes tous nerveux, afin que rien de grave ne se produise, car il s'agit du plus grand événement que la Colombie ait jamais organisé », a reconnu le président Gustavo Petro (gauche) vendredi 18 octobre, tout en réaffirmant que la sécurité de la COP serait « garantie ».

« Jamais une COP biodiversité n'avait reçu autant de chefs d'Etat », se réjouit Susana Muhamad, la ministre colombienne de l'environnement et du développement durable, qui s'apprête à présider l'événement.

Avec trois cordillères qui culminent à plus de 6 000 m d'altitude, deux océans, un grand morceau de forêt amazonienne, des glaciers, des fleuves, des marais, des

mangroves, des déserts, des plaines humides en altitude et chaudes dans l'est du pays, la géographie colombienne abrite des écosystèmes variés. Au classement mondial de la biodiversité, le pays se situe dans le peloton de tête.

« Au-delà du résultat des négociations entre les parties, la COP16 doit être l'occasion de rendre visible l'importance de la biodiversité en Colombie et dans le monde entier », explique la ministre. Les effets du changement climatique et les débats sur la décarbonation ont relégué au second plan la nécessité de restaurer les écosystèmes. Il est pourtant établi que la crise du climat et celle de la nature sont étroitement interconnectées.

**« JAMAIS UNE COP BIODIVERSITÉ N'AVAIT REÇU AUTANT DE CHEFS D'ÉTAT »**

SUSANA MUHAMAD  
présidente de la COP16

La Colombie devrait annoncer que la part de son territoire protégé passera de 17 % actuellement à 34 % en 2030, que ce soit sous forme de réserves naturelles, de zones sous contrôle environnemental de peuples indiens ou de régions de conservation de la biodiversité terrestre ou maritime. Le gouvernement voudrait par ailleurs faire passer la part de ce qu'il appelle « l'économie de la biodiversité » de 0,8 % à 3 % du produit intérieur brut national.

### Gustavo Petro, un « allié »

« La nouveauté de la COP16 réside dans la présence attendue de dizaines d'organisations de la société civile – ONG, universités, entreprises – et de personnalités diverses, officiellement invitées à Cali pour parler biodiversité en marge des réunions officielles », constate la chercheuse Martha Isabel Gomez, spécialiste des négociations sur la biodiversité. Le gouvernement colombien a en effet choisi d'associer le mouvement social aux travaux des diplomates pour faire de l'événement « la COP de la gente » (« la COP des gens »). « L'initiative

est évidemment intéressante, considère M<sup>me</sup> Gomez. Mais cette ample socialisation risque de déboucher sur une grande déception. »

Les délégations diplomatiques officielles et les observateurs dûment accrédités se réuniront dans la zone bleue, à savoir le Palais des événements de Cali et le quartier environnant. Les ONG et le public se retrouveront, eux, dans la zone verte, installée le long du Bulevar del Rio dans le centre de la ville.

« La COP16 sera l'occasion de rendre visibles les ressources du pays en matière environnementale, mais aussi ses problèmes », rappelle Dany Vertier, de l'organisation Envol vert. De la déforestation à l'extraction minière illégale, en passant par la lutte contre les espèces invasives ou le trafic d'animaux, les défis sont nombreux. L'occasion aussi de rappeler que le pays est l'un des plus dangereux au monde pour les défenseurs de l'environnement : 79 activistes ont été assassinés en 2023.

Le président Gustavo Petro a promis tout à la fois de pacifier son pays et de l'engager sur la voie d'une transition énergétique irré-

versible. Son bilan après deux ans de pouvoir est mitigé. Les pourparlers de paix piétinent. La politique pétrolière suscite l'opposition du secteur des hydrocarbures qui la juge irréaliste et dangereuse pour le pays. A l'occasion de la COP, le gouvernement va présenter un plan de financement de sa transition énergétique d'un montant total de 40 milliards de dollars (37 milliards d'euros).

Les ONG environnementales, les instituts de recherche, les communautés indiennes, les universités et les citoyens se préparent dans un certain enthousiasme. « Même si elles peuvent être critiquées de son action et s'indigner de la lenteur des changements promis, les organisations sociales et environnementales perçoivent le gouvernement de Gustavo Petro comme un allié », explique le militant écologiste Martin Vera. Le gouvernement a engagé des pourparlers avec ces organisations pour éviter manifestations et barrages durant la COP. Les communautés indiennes de la région ont une longue expérience en la matière. ■

MARIE DELCAS





# Susana Muhamad, étoile montante de la cause écologique

Présidente de la COP, la ministre est une figure-clé du gouvernement colombien

BOGOTA - correspondante

Susana Muhamad, 47 ans, s'est imposée comme une des ministres-clés du président colombien de gauche, Gustavo Petro, élu en 2022. « C'est rare pour une ministre de l'environnement », note un diplomate européen en poste à Bogota, qui requiert l'anonymat. Et, alors que le pays reçoit la COP16 sur la biodiversité, à partir de lundi 21 octobre, M<sup>me</sup> Muhamad, qui va présider la conférence, fait figure d'étoile montante de la cause environnementale.

Interrogée sur les raisons de son succès, la ministre de l'environnement et du développement répond : « Je n'ai aucun mérite. Le projet porteur est celui du président Petro et de tout un gouvernement. » Au pouvoir depuis deux ans, M. Petro a mis la transition énergétique et la défense de l'environnement au centre de son programme. Il voudrait faire « la paix totale » avec les mouvements armés qui sévissent dans son pays, et « la paix avec la nature », devise de cette COP16. « Les deux objectifs relèvent de la relation de l'Etat avec les territoires, dit M<sup>me</sup> Muhamad. Le conflit armé comme la dégradation de la nature sont en partie le résultat d'une absence, d'un abandon de l'Etat. »

Les ambitions du premier président de gauche de l'histoire du pays sont immenses, les réalisations encore minces et les critiques de l'opposition, relayés par les médias privés, virulentes. La prolixité présidentielle sur le réseau social X et les divers remaniements ministériels alimentent l'image d'un gouvernement bavard et peu efficace. « Jamais la gauche n'avait gouverné et nous ne sommes au pouvoir que depuis deux ans », défend M<sup>me</sup> Muhamad. Celle qui compte parmi les trois seuls ministres restés en place depuis le début du mandat balaie d'un revers de la main les critiques formulées au style (« autoritaire » pour les uns, « confus » pour les autres) de son président. « Gustavo Petro est un visionnaire, estime-t-elle. Je n'aurais pas pu être ministre d'un autre gouvernement. »

## Passée par Shell

D'origine palestinienne par son père, M<sup>me</sup> Muhamad a fait des études de sciences politiques à l'université des Andes puis obtenu un master en gestion du développement soutenable à l'université de Stellenbosch, en Afrique du Sud. Puis elle est partie « explorer », dit-elle. Elle a multiplié voyages et volontariats en lien avec l'environnement avant d'entrer... à Shell Global Solutions International à La Haye, aux Pays-Bas.

« A l'époque, je pensais sincèrement qu'une très grosse entreprise comme Shell pouvait avoir un impact sur la course des choses », se souvient-elle. Six ans plus tard, Susana Muhamad est devenue ministre de l'environnement. Elle occupera le poste pendant quatre ans. En 2019, elle est élue conseillère municipale de la capitale.

« Muhamad est charismatique et compétente, juge la chercheuse Martha Isabel Gomez, de l'univer-

**« SUSANA A SÉDUIT TOUT LE MONDE À L'OCCASION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES NATIONS UNIES EN SEPTEMBRE À NEW YORK », GLISSE UN DIPLOMATE EUROPÉEN**

sité Externado de Colombie. Elle connaît bien son sujet, ce qui n'a pas été le cas de la plupart de ses prédécesseurs. » Le charme opère auprès des diplomates. « Elle a séduit tout le monde à l'occasion de l'Assemblée générale des Nations unies en septembre à New York », confirme le diplomate européen qui y était présent. Son anglais est élégant.

Aux critiques de la diplomatie internationale et des COP parfois jugées inutiles et coûteuses, elle répond : « Nous n'avons d'autre choix que le multilatéralisme pour changer les choses. » Mais, en privé, elle se dit consciente des « paradoxes structurels » de son action. « Il faut bien admettre que le système qui a causé la crise – le capitalisme – semble incapable de la résoudre », soupire-t-elle.

## Lutte contre la déforestation

A Londres ou à New York, la ministre évite toute rhétorique radicale sur les inégalités mondiales qui pourraient braquer ses interlocuteurs. Elle préfère inventer des solutions pratiques et négocier des accords concrets, en rappelant à l'occasion des vérités simples. « Nous devons être clairs sur le fait que la transition énergétique ne peut se faire au détriment des peuples autochtones, des communautés locales et de la biodiversité », déclarait-elle à l'occasion de la clôture de la COP28 à Dubaï en décembre 2023.

Depuis 2023, M<sup>me</sup> Muhamad se démultiplie, un jour à Dubaï, l'autre Londres. Entre les deux, elle est allée écouter les paysans du Guaviare, dans l'est de la Colombie, et les cultivateurs de coca dans le sud du pays. « Le rythme est intense », résume-t-elle.

Elle énumère les réalisations de son gouvernement en matière de transition énergétique, de lutte contre la déforestation et d'investissements innovants. Sur le plan international, la Colombie est devenue le premier grand producteur d'hydrocarbures à signer l'appel à un traité de non-prolifération des combustibles fossiles.

A Dubaï, elle a tenté avec d'autres de faire accepter par tous la notion « d'élimination progressive » dans le texte final, sans succès. En Colombie, le gouvernement a mis un frein à l'exploration pétrolière et gazière, en refusant de signer de nouveaux contrats. L'opposition est virulente. « Nous n'avons pu arriver à un accord avec le secteur minier », soupire M<sup>me</sup> Muhamad.

A vingt mois du prochain scrutin présidentiel, son nom commence à apparaître dans la courte liste des « présidentiables » de la gauche, Gustavo Petro ne pouvant se représenter. « C'est évidemment flatteur, admet-elle. Mais c'est une question très sérieuse et la vérité est que je n'ai absolument pas eu le temps d'y réfléchir. Dans l'immédiat, la présidence a la priorité, je dois consacrer toute mon énergie, c'est celle de la COP. » ■

MARIE DELCAS

## EN FRANCE, LES RESSOURCES ALLOUÉES À LA STRATÉGIE NATIONALE POUR LA BIODIVERSITÉ DEVRAIENT ÊTRE DIVISÉES PAR DEUX DANS LE BUDGET 2025

de séquençage numérique de ces ressources (résumé par le sigle DSI, pour « digital sequence information ») fait en tout cas partie de ceux qui détermineront le succès, ou l'échec, de la COP.

Après des années de négociations, les Etats sont parvenus, à Montréal, à s'entendre sur le principe d'un mécanisme multilatéral associé à un fonds pour permettre une répartition juste des bénéfices tirés de ces ressources, dont les séquences génétiques sont numérisées et stockées dans des bases de données. A Cali, ils auront la lourde tâche de rendre ce cadre opérationnel. « Il est très important que la COP16 termine les travaux inachevés de la COP15, insiste Astrid Schomaker. [Le DSI] est un sujet très technique mais aussi très important en matière de mobilisation des ressources et de relation avec la nature. »

La Colombie s'est particulièrement mobilisée pour préparer cette COP, à laquelle la société civile, les communautés locales et les peuples autochtones seront fortement associés. Susana Muhamad jouit d'une aura certaine, en raison de ses engagements en faveur de la biodiversité et du climat. Parmi ses priorités, elle entend notamment insister sur les liens entre les deux crises : « En ce XXI<sup>e</sup> siècle, l'humanité doit faire un double mouvement : le premier est de décarboner et d'avoir une transition énergétique juste, et l'autre consiste à restaurer la nature, a-t-elle expliqué. Or, le monde n'en est pas encore conscient. Le climat suscite beaucoup plus d'intérêt politique et d'investissements économiques, ce qui est dangereux pour l'humanité. »

PERRINE MOUTERDE

capoter la COP», s'inquiète aussi Sébastien Treyer, le directeur général de l'IDDRI.

Au-delà du fonds, la conférence devrait être l'occasion d'élaborer une stratégie pour parvenir à augmenter massivement les ressources en faveur de la biodiversité, aujourd'hui largement insuffisantes. Le cadre mondial prévoit de mobiliser, toutes sources confondues, 200 milliards de dollars par an, et que l'aide publique au développement atteigne au moins 20 milliards de dollars par an d'ici à 2025 et 30 milliards de dollars d'ici à 2030. Dans un rapport récent, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) note que le montant de cette aide a fortement progressé pour atteindre 15,4 milliards de dollars en 2022.

L'économiste camerounaise Vera Songwe, qui a travaillé au sein de plusieurs institutions financières internationales, souligne toutefois l'importance de se concentrer avant tout sur l'objectif des 200 milliards. « Ces ressources sont urgentes, critiques et essentielles, et elles doivent être mises en œuvre à grande échelle », insiste-t-elle, en pointant notamment la situation des petits Etats insulaires en développement, les plus exposés sur le front de la biodiversité. « Nous ne pouvons pas avoir 10 millions ici et 20 millions par là, cela ne fera pas l'affaire. »

## « REGARDS VERS L'AMÉRIQUE LATINE »

Un rapport publié en septembre par Earth Track rappelle par ailleurs que les interventions néfastes à l'environnement (qui incluent des aides aux énergies fossiles, à l'agriculture, à la construction...) ont continué de croître pour atteindre au moins 2600 milliards de dollars, soit 2,5 % du PIB mondial. Une première analyse des stratégies et cibles soumises par les Etats révèle aussi que la cible 18 du cadre mondial, qui prévoit de supprimer ces dépenses d'au moins 500 milliards de dollars par an d'ici à 2030, est la moins prise en compte au niveau national.

Les bénéfices tirés de l'utilisation de ressources génétiques dans les secteurs de la pharmacie, des cosmétiques ou de l'élevage de plantes et d'animaux pourraient-ils faire partie de la solution au problème du financement ? Ce dossier du partage des avantages découlant de l'utilisation de l'information